

Imprimerie - non-cadre

Actifs salariés du secteur privé

Tableau d'exemples de prise en charge au 01/01/2025 des garanties incapacité / invalidité / décès en vigueur
(Tous les montants exprimés sont bruts de prélèvements sociaux, sauf indication contraire dans les tableaux.)

Profil type retenu

- Salarié à plein temps
- 36 ans, marié, 1 enfant (10 ans)
- Ancienneté professionnelle : 2 ans
- Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois : 32 000 € brut (24 640 € net), soit 2667 €/mois (2 053 € net/mois)
- Salaire journalier brut de référence : 87,67 € (8 000 / 91,25)
- Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 32 000 € brut (24 640 € net), soit 2 667 €/mois (2 053 € net/mois)
- Accord de prévoyance conclu par la branche professionnelle

Ce document présente des exemples de prise en charge par l'assurance maladie, et par votre contrat de prévoyance selon le niveau de couverture garanti. Ils ne correspondent pas forcément à votre situation, mais ils vous permettent de comprendre et comparer les tableaux de garantie. Ils ne peuvent se substituer aux documents contractuels qui seuls engagent votre employeur et/ou votre organisme assureur. Pour plus de renseignements consultez la notice d'information de votre contrat.

À noter que les garanties souscrites par l'employeur doivent être au moins équivalentes à celles prévues par la convention collective si un accord de prévoyance a été conclu par votre branche professionnelle.

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire						Total	
Décès								
Capital décès Sécurité sociale ²	Obligation convention collective (le cas échéant)		Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³			Capital décès Sécurité sociale + capital décès régime de prévoyance		
Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année	La convention collective peut prévoir une couverture minimal en matière de décès Exemple convention collective avec socle minimal de garanties : <ul style="list-style-type: none">• Capital décès égal à 100% du salaire de référence• Majoré de 25 % par enfant à charge		<ul style="list-style-type: none">• Montant du capital décès choisi contractuellement par l'employeur• Montant du capital décès fonction de la situation familiale de l'intéressé au jour du décès• Prestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause					
3 977 €	Capital décès minimal :		Montant du capital décès			Total exemple 1		
	► Capital décès égal à 100 % du salaire de référence : 32 000 €		Exemple 1 : capital décès égal à 300 % du salaire de référence, majoré de 25 % par enfant à charge			3 977 € + 104 000 € = 107 977 €		
	► Majoration enfant égale à 25 % du salaire de référence : 8 000 €		Exemple 2 : capital décès égal à 250 % du salaire de référence, majoré de 75 % par enfant à charge			3 977€ + 104 000 € = 107 977 €		
	Capital décès égal	300 % du salaire de référence	96 000 €	Capital décès égal	250 % du salaire de référence	80 000 €		
	Majoration enfant	25 % du salaire de référence	8 000 €	Majoration enfant	75 % du salaire de référence	24 000 €		
Soit un total de 32 000 € + 8 000 € = 40 000 €								

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire				Total		
Rente éducation							
Sécurité sociale	Obligation convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³			Rente éducation régime de prévoyance		
La Sécurité sociale ne prévoit pas de rente éducation en cas de décès du salarié	la convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière de rente éducation cas de décès d'un parent assuré	<ul style="list-style-type: none">Montant de la rente éducation et périodicité de son versement définis contractuellement par l'employeurConditions d'âges des enfants (possibilité de prévoir des paliers)					
0 €	Pas de rente éducation	Montant de la rente éducation			Total par enfant - exemple		
		<ul style="list-style-type: none">Jusqu'à leur 12° anniversaire, rente annuelle de 4 % du salaire de référence, limité à la TBDu 12e au 18° anniversaire, rente annuelle de 6 % du salaire de référence, limité à la TBAu-delà et jusqu'au 26° anniversaire, rente annuelle de 8 % du salaire de référence (si poursuite d'études), limité à la TB			Rente annuelle par enfant :	1 280 €	par enfant jusqu'à 12 ans
						1 920 €	par enfant jusqu'à 18 ans
						2 560 €	par enfant jusqu'à 26 ans si poursuite d'études
		Rente annuelle :	4 % du salaire de référence	1 280 €	par enfant jusqu'à 12 ans		
	6 % du salaire de référence	1 920 €	par enfant jusqu'à 18 ans				
	8 % du salaire de référence	2 560 €	par enfant jusqu'à 26 ans si poursuite d'études				

Frais d'obsèques			
Sécurité sociale	Obligation convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³	Frais d'obsèques régime de prévoyance
La Sécurité sociale ne prévoit pas de remboursement de frais d'obsèques en cas de décès du salarié	La convention peut prévoir un montant forfaitaire destiné au financement des obsèques du salarié ou de ses ayants droits	Montant défini contractuellement par l'employeur	
0 €	Pas de garantie frais d'obsèques	Montant frais d'obsèques	
		Exemple : allocation frais d'obsèques égale à 100% du PMSS ⁴	
		100 % du PMSS	3 925 €

Invalidité			
Exemple maladie ou accident dans le cadre de la vie privée avec indemnisation sans reprise d'activité ⁵			
Pension invalidité Sécurité sociale ¹	Obligation convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³	Pension d'invalidité Sécurité sociale + rente invalidité organisme assureur
<ul style="list-style-type: none">Calcul de la pension de la Sécurité sociale en % sur la base du salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité dans la limite du PASS ⁶Pourcentage du salaire calculé en fonction de la catégorie d'invalidité déterminée par le médecin conseil de la Sécurité sociale après examen de l'assuré ⁷	<ul style="list-style-type: none">La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière d'invalidité. <p>Exemple convention collective : socle minimal des garanties</p> <p>Invalidité permanente suite à maladie ou accident de la vie privée :</p> <ul style="list-style-type: none">Invalidité 2^e catégorie : 35 % du salaire de référenceInvalidité 3^e catégorie : 35 % du salaire de référence <p>Le cumul des pensions versées par la Sécurité sociale et l'organisme assureur n'excédera pas 95% du salaire net imposable.</p> <p>Salaire de référence convention collective : salaire perçu par le salarié au cours des 12 mois civils précédant l'invalidité</p>	<ul style="list-style-type: none">Montant de la rente d'invalidité ⁸ déterminée contractuellement en fonction du taux d'invalidité déterminé par le médecin expert ⁹ et du choix de l'employeurGarantie en complément ou sous déduction de la Sécurité sociale <hr/> <p>Hypothèse taux invalidité déterminé par l'expert de l'assureur : 70 %</p>	<p>Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail.</p> <p>Total par mois</p> <p>(hypothèse salaire de référence avant invalidité de 4 833 €)</p>
<p>En cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité sociale :</p> <p>50 % x 32 000 € = 16 000 € par an</p> <p>16 000 € / 12 = 1 333,33 € par mois</p>	<p>Pension d'invalidité catégorie 2 convention collective :</p> <p>35 % x 32 000 € = 8 624 € par an</p> <p>8 624 € / 12 = 718,67 € par mois</p> <p>Le cumul des pensions versées entre la Sécurité sociale et l'assureur n'excédera pas 95 % du salaire net, soit : 1 950,67 €</p>	<p>Montant de la rente</p> <p>Pas de garantie supérieure proposée sur l'invalidité 2^e catégorie</p>	<p>Total exemple</p> <p>Total des rentes invalidités 2^e catégorie plafonné à 95 % du salaire net</p> <p>1 950,67 € par mois</p>

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹		Régime de prévoyance complémentaire		Total					
Incapacité									
Exemple maladie ou accident dans le cadre de la vie privée avec durée d'arrêt de travail de 120 jours ⁵									
Indemnités journalières de la Sécurité sociale (IJSS) ¹		Obligations légales de l'employeur 1 ^{er} niveau	Obligations convention collective (le cas échéant) 2 ^e niveau	Garanties du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur 3 ^e niveau ³		Indemnité journalière Sécuité sociale + complément légal employeur + indemnité journalière complémentaire assureur			
Montant des indemnités journalières de la Sécurité sociale égal à 50 % du salaire journalier de base ¹⁰ Salaire pris en compte plafonné à 1,8 fois le montant du smic en vigueur, lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail Versement des indemnités journalières de la Sécurité sociale à partir de 4eme jour (délai de carrence de 3 jours) ¹¹		Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur ¹² Indemnités versées sous certaines conditions ¹³ Délai de carence de 7 jours Mesure légale selon l'ancienneté : 90 % du salaire pendant 30 jours, puis 66,66 % pendant 30 jours	Si la convention collective prévoit des mesures plus favorables que les dispositions légales (1^{er} niveau) , les dispositions de la convention s'appliquent Exemple de la convention collective : Maintien de salaire assuré par le Régime de prévoyance	• Montant de l'indemnité journalière complémentaire (IJC) versée par l'assureur, déterminée dans le contrat de prévoyance souscrit par l'employeur • Montant pouvant s'exprimer en complément de la Sécurité sociale ou sous déduction de la Sécurité sociale • Possibilité, le cas échéant, de choisir différentes options au regard de son contrat		Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail			
				Franchise au choix de l'employeur : 3 jours	Taux de garantie au choix de l'employeur	Total par jour d'arrêt de travail			
					Exemple : 100 % du salaire net en complément de la Sécurité sociale		Total exemple 1		
Salaire cumulé moyen des 3 derniers mois :	8 000 €	De J4 à J1095 : 100 % du salaire net indemnisé par le régime de prévoyance au titre de la garantie incapacité de travail	Franchise : 3 jours	Salaire journalier net (indemnisé à 100 %) : 28,82 €	Total IJ - pendant 120 jours - exemple : 100 % du salaire net en complément de la Sécurité sociale pour une franchise de 3 jours				
Salaire journalier de base :	((32 000 / 12) x 3) / 91,25 = 87,67 €				CPAM	Employeur	Assureur	Total	
IJSS à compter du 4 ^e jour :	41,47 €				Somme journalière sur la période de J1 à J3 :	0 €	+ 0 €	+ 0 €	= 0 €
IJSS nettes à compter du 4 ^e jour	38,69€				Somme journalière sur la période de J4 à J30 :	38,69 €	+ 0 €	+ 28,82 €	= 67,51 €
				Total sur la période :	4 526,48 €	+ 0 €	+ 3 371,82 €	= 7 898,30 €	

Notes

1. Ces montant sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité soicale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres, tels que la MSA.

2. Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à conditions.

3. Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garanties(ex : pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur.

4. PMSS (plafond mensuel de la Sécurité sociale) au 01/01/2025 : 3 925 €

5. Un accident du travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'inemnisation différent de la part de la Sécurité sociale.

6. PASS (plafond annuel de la Sécurité sociale) au 01/01/2025 = 47 100 €.

7. CAT 1 : invalides capables d'exercer une activité rémunérée; CAT 2 : invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque; CAT 3 : inva- lides absolument incapables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (majoration pour tierce personne revalorisée chaque année).
8. Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur : reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité sociale.

9. Les décisions de l'organisme assureur peuvent différer de celles de la Sécurité sociale.

10. Salaire journalier de base : total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25.

11. Il existe des exceptions au délai de carence (ex : arrêt de travail dû à une affection de longue durée).

12. L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur.

13. Conditions définies dans le Code du travail (ex : ancienneté du salarié).